

La situation actuelle de l'économie mondiale

L'économie mondiale entre aujourd'hui dans une phase enfin normalisée que les événements de l'année 2014 ne menacent guère, en dépit d'une désinformation médiatique à la fois organisée et involontaire. La baisse du prix du pétrole avait été depuis longtemps prévue, inscrite dans l'exploitation intensive du gaz de schiste aux États-Unis, demain dans le reste du monde. Les désordres de l'Afrique Centrale perdureront sans d'autres effets notables que leur exploitation digitale. Et la Russie ne fera pas davantage de vraie guerre que ses détracteurs proches ou lointains. L'économie des trois grands continents, deux et demi si l'on ramène les États-Unis à leurs justes proportions géographiques, a désormais intégré à peu près toutes les conséquences de la crise financière provoquée en 2008 par la faillite de Lehman Brothers.

* *
*

À commencer par celle des États-Unis où elle a eu lieu, où l'activité s'est progressivement redresser pour atteindre cette année son taux de croissance historique depuis deux siècles, 3 %. Aucun gros nuage ne menace le retour à la situation « normale » d'une économie qui, représentant toujours entre le tiers et le quart du produit mondial, exerce

des effets directs sur l'activité d'autres continents, en particulier asiatique. Ce redressement appelle cependant quelques commentaires.

D'abord qu'il aura fallu de six à sept ans pour que la dépression puis la stagnation cèdent le pas... Ce délai n'est pas sans rappeler celui de la durée habituelle des fameux cycles du XIX^e siècle et des débuts, jusqu'en 1939, du XX^e. Est-ce une coïncidence ou un retour à des fluctuations cycliques qui ont empoisonné les sociétés occidentales aussi longtemps ? Cette éventualité ne saurait être exclue, ce qui n'est pas sans effet sur les prévisions, donc sur les comportements de tous les grands acteurs de l'économie mondiale.

Ensuite que ce redressement ne s'est pas effectué sans effort, à commencer par ceux dont ont souffert la « classe » moyenne, et ce qui restait de sa composante ouvrière. La stagnation de leurs salaires depuis vingt ans a continué et s'est même accrue dans certains secteurs – l'automobile notamment – ce qui a valu à Detroit de presque disparaître. Le nombre de maisons abandonnées, faute de pouvoir honorer les prêts qui les avaient financées, s'est accru dans des proportions jusqu'alors inconnues. Les déplacements intracontinentaux, habituels pour des populations sans longues racines historiques, ont accompagné la multiplication des habitats mobiles. Au-delà de cette composante spécifique, la classe moyenne n'a toujours pas retrouvé son dynamisme d'antan, ce qui laisse prévoir une remontée progressive de son taux d'épargne.

Cette stagnation, voire compression, des salaires les plus bas et moyens a été indiscutablement l'une des causes essentielles d'un

redressement nécessaire pour affronter la concurrence nouvelle des pays émergents autorisés, enfin, à connaître les bénéfices du progrès technique. Pour autant et toujours pour cause de mondialisation, cette compression des salaires alimentait les plus fortes inégalités de revenu connues par les États-Unis. Celles consécutives à la première et seconde révolution industrielle ayant présidé à la naissance des premières grandes fortunes mondiales (Rockefeller, Carnegie et autre Morgan) paraissent aujourd'hui sans commune mesure, presque ridicules, comparées à celles qui sont nées des premières années de la mondialisation et qui vont suivre en s'exportant toujours davantage. Les inégalités sociales aux États-Unis ont désormais un niveau jusqu'alors inconnu. Leurs effets purement économiques sont d'ores et déjà prévisibles. La durée de la reprise pourrait être d'un ordre voisin à celles du XIX^e siècle, soit deux à trois ans si leur intensité n'était pas réduite – ce qui paraît improbable, le rêve américain étant indissociable d'inégalités aussi élevées que possible, du moins quand elles restaient à une dimension humaine, continentale et non mondiale.

Il faut, *enfin*, s'attendre à ce que les modalités actuelles de l'expansion soient durables et déterminent les conjonctures futures de l'économie américaine. Jusqu'à la présidence de Ronald Reagan, le complexe militaro-industriel constituait le moteur fondamental d'une expansion à vitesse certes variable, néanmoins continue. L'usage du dollar accompagnait la présence d'une diplomatie hégémonique, elle-même fermement adossée à une armée sans frontière.

Or, depuis deux décennies, une évolution profonde se précise aux différents contenus complémentaires. L'âge digito-médiatique s'est substitué à l'âge militaro-industriel. Les moteurs essentiels de la croissance ne sont plus dans les usines mais dans des centres informatiques alimentés par des programmes et autres logiciels qui en sont les matières premières. Ainsi ne faut-il pas s'étonner que les armées américaines se replient et que ses instruments soient de plus en plus télécommandés. Pas étonnant non plus que l'usage et le cours du dollar soient de plus déterminés par des considérations internes et des difficultés extérieures et, donc, que les pouvoirs dirigeants de la société américaine se soient, eux aussi, profondément modifiés. Beaucoup moins d'industriels et de militaires, beaucoup plus de financiers, de services secrets et de réseaux médiatiques.

Dans ces conditions, la conjoncture future de l'économie américaine pourrait être profondément différente et celle de la période du dernier demi-siècle précédent ; et qu'elle dépende de plus en plus de l'avenir de la médiatisation sociale et de la croissance des pays émergents désirant d'accéder à la production et à l'usage des biens industriels qui firent la croissance continue des États-Unis durant deux siècles.

* *

*

L'une des raisons supplémentaires d'une conjoncture nouvelle n'est pas la moindre : la mondialisation s'est réalisée réellement avec l'émergence économique des nations jusque-là à l'écart des avantages des progrès techniques, en particulier ceux du continent asiatique et plus encore de la *Chine*, tenue en lisière et partiellement colonisée depuis deux siècles. Près de quatre milliards d'êtres humains, près de la moitié de la population mondiale (Inde 1,4 et Chine 1,2 recensés) accédaient à un développement économique et social que l'univers occidental avait ouvert. De toutes ces nations, la Chine joue aujourd'hui le double rôle du modèle – pour les autres pays asiatiques – et de candidat au partage d'une hégémonie dont les États-Unis avaient eu pendant trois quarts de siècle le monopole.

Le produit national chinois est déjà très proche de celui des États-Unis et devrait le dépasser avant la moitié du siècle. Les raisons de sa croissance exceptionnelle, plus élevée que le fut celle des économies occidentales lors du XIX^e et du XX^e siècles, sont multiples et leur hiérarchie difficile à évaluer. *D'abord* des ressources naturelles – continentales – presque illimitées, du moins dans le moyen terme. *Ensuite* une population égale au double de celle de l'Occident, dont l'importance annonçait celle des marchés présents et futurs. Population au niveau de vie guère plus élevé que celui de la France ou de l'Angleterre au début du XIX^e siècle, tellement anxieuse d'améliorer enfin ses conditions de vie qu'elle acceptait des niveaux de salaires égaux, au début de son ouverture mondiale, au dixième de celui des populations actives occidentales, assurant ainsi une compétitivité

mondiale hors d'atteinte par les pays occidentaux, incités à délocaliser leurs sites de production en s'y installant.

Enfin, un « avantage du dernier partant » hors de proportion avec celui qu'avaient en tête ceux qui l'évoquèrent en Europe voici un siècle. Pour la Chine aujourd'hui, demain pour l'Inde, cette ouverture aux connaissances technologiques concernait non seulement l'industrie ancienne (textile, acier, énergie) mais aussi toutes celles de l'Age digital, informatique, robotique... L'accès quasi gratuit à ces « productions » dont la mise en œuvre avait exigé tant d'efforts de recherche et de développement en Occident constituait un effet d'aubaine d'une importance incommensurable.

Tous ces avantages « naturels » étaient disponibles avant même le début du processus d'une croissance d'une vitesse (8 % annuel sur longue période), très supérieure à celle des pays occidentaux (1 à 2 % pour l'Europe et 3 % pour les États-Unis) au XIX^e siècle : encore fallait-il les mettre en œuvre en les conjuguant – ce qui fut accompli de façon magistrale par ce qu'il faut appeler un capitalisme d'État – dont les inspireurs et agents appartenaient à un Parti de 80 millions de membres, effectifs supérieurs à la population totale de la France, de l'Angleterre ou de l'Allemagne.

Ce Parti dit communiste adopte une politique économique tout à fait nouvelle sans commettre de fautes depuis plus d'une génération, en utilisant sans aucune réserve tous les instruments mis au point durant le XX^e siècle par les pays occidentaux, pour partie dits classiques, et pour partie keynésiens. Classique, conforme à la fameuse théorie des coûts

comparatifs, la politique qui privilégie dès l'origine et encore aujourd'hui les exportations qui représentent près de 30 % du produit national. Classique aussi cette politique de salaires qui explique que le consommateur atteigne à peine aujourd'hui 40 % de ce produit. Mais classique déjà, mitigé en réalité, l'usage croissant d'une politique monétaire d'inspiration pour partie keynésienne, favorable à la croissance de la masse monétaire et à l'autonomie partielle des banques alimentant des prêts bancaires néanmoins contrôlés si besoin par l'usage de ratios financiers appropriés.

Franchement keynésienne dans le rôle attribué à une planification de l'investissement – représentant près de 40 % du PIB – consacré à l'infrastructure et à une préférence pour la production de biens de consommation, ce qui différencie ce capitalisme d'État, au précédent russe incapable – toujours aujourd'hui d'ailleurs – d'assurer la production des biens durables à usage familial. La planification chinoise fait, au contraire, toute sa place à cet investissement ; ainsi la production automobile qui conditionne la paix sociale et l'émergence d'une classe moyenne gage d'équilibre social. Autre différence entre ces deux capitalismes d'État : le rôle des familles des dirigeants du Parti communiste chinois qui se sont octroyées, dans l'assentiment de ses instances, la direction de ces entreprises nouvelles, et qui se sont assurées ainsi la constitution de fortunes à « la Rockefeller » mais beaucoup plus conséquentes, « dernier partant oblige ».

Keynésienne aussi, et sans doute la plus intime de ses objectifs, la politique monétaire extérieure combinant la dévaluation contrôlée du

yuan par rapport à un dollar, monnaie de référence aujourd'hui sans aucun doute pour contester son hégémonie, ce qui est déjà le cas aujourd'hui lorsque la Banque centrale chinoise prête en dernier ressort à l'URSS, très élégant pied de nez – à la chinoise – au FMI et aux péripéties impériales de la Russie de Staline.

Aucun de ces éléments des plus favorables à la poursuite d'une croissance élevée ne devrait faiblir, d'autant que s'y ajoute le retour des États-Unis à son évolution séculaire. Les deux nations devraient donc se prêter un concours mutuel, cependant menacé par le retour d'une concurrence idéologique entre deux variétés de capitalisme libéral ou d'État que laisse clairement percevoir la *désinformation organisée* sur la vigueur et la qualité de la croissance chinoise dans les médias occidentaux.

Mettre en cause la pollution de son environnement est-il oublier celle des banlieues industrielles des économies occidentales jusqu'au milieu du XX^e siècle ? Insister sur la corruption, d'ailleurs dénoncée avant d'être réduite par le nouveau président chinois, n'est-il pas curieux, alors que ce phénomène est mondial, d'autant que désormais légalisé aux États-Unis sous la couverture des lobbys ? Annoncer à renfort de messages médiatiques la baisse d'une croissance lorsque celle-ci diminue de 7,5 à 7,4 % par an, alors que celle des États-Unis se maintiendra autour de 2,5 % et que celle de nombreux pays européens est nulle, voire négative comme en Espagne ou en Russie, ne frise-t-il pas le ridicule ou ne manifeste-t-il pas la volonté du capitalisme libéral de ne jamais céder volontiers le terrain à son rival désormais déclaré ? Et

comment expliquer que les bourses chinoises et indiennes, dont les performances actuelles sont exorbitantes (30 à 40 %) ne font toujours pas l'objet d'informations quotidiennes dans la quasi-totalité des médias, alors que celle du Japon continue à manifester les difficultés de Tokyo ? Peut-être la crainte de voir les brokers chinois concurrencer avec succès les brokers londoniens et newyorkais à l'image du yuan réduisant lentement la part du dollar dans le marché mondial.

* *
*

Et l'Europe dans cette nouvelle coexistence annoncée ? Le déclin de la place occupée par l'Europe dans l'économie mondiale n'aura pas cessé depuis la Première Guerre mondiale, considérée à juste titre comme un suicide pour certaines des nations qui la composent, à commencer par la France. Évoquer « l'Europe » ainsi qu'il en est devenu coutume depuis un demi-siècle ne saurait suffire à lui conférer la stature d'un continent unifié comme il en est légitime pour les États-Unis et la Chine moderne. Toutes les invocations adressées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à une Europe unie politiquement, possédant son « numéro de téléphone », font long feu depuis trois quarts de siècle avec des flammes qui auraient plutôt tendance à s'aviver. Certes, le libre échange des biens des personnes et des capitaux à unifier économiquement un espace de plus en plus grand, qui pourrait l'être davantage encore demain. Depuis quinze ans, l'union monétaire réalisée

par la création de l'euro a intégré (???) plus une moitié de ses nations, dont les plus importantes.

Cette évolution presque séculaire n'a cependant pas abouti à une intégration politique fédéraliste, objectif avoué par les pères de l'Europe dès le Traité de Rome. L'euro considéré comme un sas incitatif au passage d'une union économique à un fédéralisme politique n'a toujours pas rempli cette fonction rêvée par ses créateurs. Au contraire, puisque des crises latentes ou ouvertes parcourent par intermittence la vie agitée. De surcroît, sur le plan politique, l'émergence de partis qui réclament le recul de l'intégration actuelle au profit d'un retour à une plus grande indépendance nationale s'accroît dans la plupart des pays de l'Union.

Cette évolution ne fait que traduire le fait oublié ou nié par les patrons du fédéralisme que l'Europe est un continent géographique morcelé depuis vingt siècles entre des populations de langue, de culture et d'histoire fort différentes, parcourues par des antagonismes de plus en plus guerriers au point de s'être entendu au monde tout entier... Vouloir forcer les peuples disparates à écrire une nouvelle et identique histoire relève d'une *utopie politique assortie d'un corporatisme bureaucratique qui réunit à Bruxelles, Francfort et Strasbourg environ 25 000 personnes* et... leurs familles. La bureaucratie peut infléchir les modes de vie mais non modifier l'âme des peuples.

Au nord de l'Europe, les Germains resteront conquérants et protestants, les Saxons farouchement indépendants de toute obédience, les Latins de moins en moins catholiques et de plus en plus épicuriens et les Slaves chériront leurs âmes dans leurs mouchoirs : généralités

abusives évidemment... Mais ce très vieux fond n'a pas tardé à ressurgir pour donner à l'Europe son actuel visage. L'Angleterre a refusé d'adhérer à l'euro, a gardé sa monnaie et va jusqu'à menacer aujourd'hui de sortir de l'union économique. L'Allemagne a assuré ses succès économiques avant d'en user pour imposer ses recettes à toutes les autres nations, même à la Grèce d'Homère et d'Hérode. L'Italie, à supposer qu'elle soit réellement une nation intégrée, est très détachée à l'égard des prérogatives européennes (circulaires et autres injonctions) qu'elle considère avec l'éloignement que lui garantissent des activités officieuses, dites parallèles ou souterraines. La France, comme toujours cap de l'Europe et coupée horizontalement par la Loire, se cherche sans se trouver entre un européisme quasi religieux et l'indifférence que lui permet son goût très personnel pour un système dit D. Elle collabore officiellement avec l'Allemagne tout en résistant à sa volonté de conquête. Quant aux nations slaves, leur balkanisation demeure à l'image de leurs langues si différentes en dépit de leur origine commune.

Cette grande diversité des nations européennes demeure après néanmoins que l'intégration économique n'ait favorisé les échanges entre elles – ceux des biens toujours bienvenus et ceux des populations de moins en moins bien tolérées – et que la mondialisation n'ait provoqué la délocalisation de ces échanges et des productions vers l'Asie de la part de toutes les grandes et moins grandes entreprises (en Allemagne) dont l'activité est de plus en plus dépendante de la conjoncture des pays émergents, asiatiques surtout.

Exceptés ces deux phénomènes dont l'importance à la fois mondiale et intra-européenne ne saurait être sous-estimée, chacune des quatre principales nations européennes poursuit son chemin spécifique. L'*Allemagne*, toujours autant industrielle, exporte vers le monde ses machines outils, sa chimie et son matériel roulant, accusant des excédents commerciaux désormais supérieurs aux déficits des autres pays, veut absolument croire que les recettes de sa réussite sont d'usage général et moral et s'estime légitime – soutenue par un succès lui-même dû à un cours de l'euro plus bas que ne le serait un mark « national » – de faire la loi à Bruxelles comme à Francfort, non sans oublier de soutenir la cour de Karlsruhe dans sa vanité juridique. Quelques menaces sur la poursuite de ces performances (hausse des salaires et déclin de la population autochtone, concurrence asiatique croissante) ne devraient pas l'empêcher de continuer à connaître une croissance sans doute moindre que dans le passé récent.

L'*Angleterre* a un objectif encore plus impératif que celui de ses grandes entreprises industrielles. Londres doit maintenir au moins, accroître si possible, sa position de centre financier mondial, dépassant le centre de New York dans cette fonction essentielle à l'équilibre financier mondial. Guerre sans déclaration mais non sans incidence sur toute sa politique à l'égard de l'Asie et, s'il le faut, de l'Europe (rapprochement possible avec les Allemands dont le système bancaire a souffert pendant que son industrie caracolait).

Il est difficile d'apprécier à travers les dernières officielles combien l'*Italie* a souffert de l'austérité imposée par l'Allemagne à travers les

institutions européennes. La grande hétérogénéité économique de son espace et la vigueur accrue de son activité souterraine tempère sûrement l'étendue des dommages que le chômage déclaré paraît révéler. Sa conjoncture future devrait sûrement échapper à la récession actuelle pour tendre vers une stagnation très diversement supportée selon ses régions.

L'économie française ne devrait pas sortir de la récession-stagnation actuelle aussi longtemps que l'existence de l'euro lui interdit de renouer avec une politique économique indépendante, faite d'inflation plus ou moins élevée et de dévaluations périodiques à légères d'un mark toujours sous-évalué, avec intelligence. Et surtout aussi longtemps que la schizophrénie actuelle de ses dirigeants politiques – alimentée par celle de la population – n'aura pas avoué que le néolibéralisme imposé à l'Europe, d'abord par les États-Unis à la fin de la guerre, relayé depuis par les Allemands, n'est guère compatible avec le capitalisme d'État qui avait assuré, à la chinoise, sa croissance historique de la fin de la guerre jusqu'aux transferts pétroliers et à l'élection de Reagan aux États-Unis (1980)... une planification à la française faisant des entreprises le fer d'une lance à la hampe soutenue fermement par des investissements publics. Pour l'heure, népotisme et corporatisme constituent les deux ressorts d'un système D « à la française » qui résiste encore à l'euro et à la mondialisation. Pour combien de temps et quels en seront les mises en cause ainsi qu'inévitables ?

* *

*

Le moteur de sa locomotive condamné à voir baisser sa pression, l'Europe demeurera longtemps réduite à l'état d'une zone passive animée par l'activité des deux continents américain et asiatique, Chine en tête. La croissance de l'économie mondiale devrait s'établir aux alentours de 5 %, entre celle des États-Unis et celle de la Chine... Le déclin de l'hégémonie du dollar, concurrencée par l'usage du yuan ainsi que désiré par le gouvernement chinois, est inéluctable, bien que lent, non sans que Londres ne s'accapare flux et actifs financiers de tous bords, la City devenue l'équivalent de ce que fut l'Amirauté britannique aux temps fastes de l'empire colonial. Et les inégalités de dimension désormais mondiale devraient assurer un très bon temps à un capitalisme que la raison amène à être d'État ou d'Entreprises, ou les deux, au gré des vents de l'Histoire.

Alain Cotta

Professeur Émérite à l'Université Dauphine